

JOURNAL DE GENÈVE

Bureau des Annonces
PUBLICITAS

NATIONAL, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Rédaction, Administration et Imprimerie
5-7, Rue Général-Dufour (la Collection 3965)Société Anonyme Suisse de Publiété
15-17, rue de la Corratierie, 15-17 - GENÈVE
Nombreuses succursales, agences
et correspondants en Suisse et à l'Étranger

Paraît le soir et le matin

La ligne de 6 points Fr. 0.60
Réclames : la ligne de 7 points Fr. 2.—Le Journal de Genève ne répond pas des manuscrits qui
lui sont adressés et ne se charge pas de les renvoyer.On s'abonne dans tous les bureaux de poste moyennant un
supplément de 20 centimes.

ABONNEMENTS

	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
Suisse	3.50	8.50	16	28
Étranger (argent min.)	5.-	13.-	22	40

Chèque postal 1.689

(SUISSE) le numéro : 15 c.

GENÈVE, 7 mai 1921

BULLETIN

Que fera l'Allemagne ?

L'attention du monde entier est actuellement fixée sur Berlin. La déclaration commune des Alliés ayant été remise jeudi à la Wilhelmstrasse, celle-ci, en effet, n'a plus que quelques jours pour répondre. Et, si le jeudi 13 mai au matin, elle n'a pas déclaré de façon catégorique qu'elle est prête à exécuter les décisions de Londres, les sanctions prévues entreront immédiatement en vigueur. Sur ce point, la volonté de l'Entente est aujourd'hui inébranlable et unanime et rien ne saurait plus, désormais, changer le cours des événements. Tout dépend donc de l'attitude qu'adopteront le Reichstag et le nouveau cabinet d'empire.

Car l'Allemagne, à cette heure décisive de son histoire, se trouve sans gouvernement. MM. Fehrenbach et Simons, qui, par leur faiblesse et leurs hésitations, ont fortement contribué à acculer le pays dans cette terrible impasse, se sont retirés, laissant derrière eux une situation gâchée et un profond désarroi. Ils donnent comme prétexte à cette dérobade l'échec de leur démarche auprès du président Harding. Ils s'efforcent, de la sorte, de faire une sortie honorable et de donner à la faillite totale du régime qu'ils ont instauré l'apparence d'un accident politique. Mais la vérité est qu'ils s'en vont parce que le pays ne veut plus d'eux et pour échapper aux conséquences d'une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée.

Sans doute la presse allemande est-elle très dure pour eux et souvent même injuste. Car il est déplaisant de voir certains journaux qui ont contribué pour une large part à créer la situation actuelle, se poser aujourd'hui en accusateurs publics et demander des comptes à ceux dont ils n'ont cessé jusqu'ici de flatter les défauts. Mais il n'y en a pas moins, dans ces reproches, un grand fond de vérité. Tout de même, peu à peu, instruite par les événements, l'Allemagne commence à reconnaître les erreurs commises. C'est ainsi, par exemple, que M. Dernburg, l'ancien sous-secrétaire d'Etat aux colonies, un homme dont on ne saurait suspecter l'orgueil patriotique, a publié dans le *Berliner Tageblatt* un article qui constitue le réquisitoire le plus juste et le plus accablant qui ait été dressé contre la politique gouvernementale : « Nous ne nous sommes jamais sérieusement préparés », écrit-il, à effectuer des paiements en espèces pour les indemnités. Nous savions que, quel que fût le montant de la somme qui devait être fixée le 1^{er} mai, nous aurions eu tout cas à réunir des capitaux considérables. Or, rien, absolument rien (c'est lui qui souligne), n'a été fait dans ce sens. Nos budgets ont toujours négligé cet article, nos impôts ne s'en sont pas occupés, c'est à peine si parfois les orateurs qui parlent des finances font allusion à cette nécessité. Il est donc difficile de repousser le reproche qu'on nous fait de ne pas penser sérieusement à nous acquitter et l'on ne peut s'empêcher d'admettre que ceux qui réclament à grands cris des garanties effectives ont quelque raison de le faire. » Voici, n'est-ce pas ? qui rappelle absolument les articles de M. Poincaré et ces lignes, cependant, sont signées par un ancien fonctionnaire de Guillaume II...

S'il s'y était pris à temps, M. Simons aurait pu probablement s'entendre avec les Alliés sur la base de l'accord de Paris. Obéissant au mot d'ordre général, il préféra persister dans son attitude négative et laisser à ses adversaires l'initiative des opérations. Le résultat de cette tactique fut que l'Allemagne, aujourd'hui, se trouve acculée à la stricte exécution de ce traité de Versailles dont elle avait obtenu en fait, précédemment, la révision partielle. Et elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même de cette aggravation des conditions qui lui sont imposées.

Les successeurs de MM. Fehrenbach et Simons auront donc une tâche excessivement lourde. Le nouveau ministère du reste n'est pas constitué. Les socialistes majoritaires et ces fameux indépendants, sur le compte desquels on se fait parfois en France d'étranges illusions, refusent de s'y faire représenter. Ils préfèrent s'abstenir et ne voient dans le malheur du pays qu'une excellente occasion de propagande. Les nationaux allemands, de leur côté, s'obstinent dans une opposition stérile et furibonde. C'est donc à l'ancienne coalition, constituée à la suite des dernières élections générales, qu'incombera l'écrasante responsabilité de répondre à l'ultimatum des Alliés, au nom du peuple allemand.

Jusqu'ici les divers partis de cette coalition n'ont pas fait connaître nettement leur programme. Le mot d'ordre est évidemment à la

résistance. Mais l'on constate déjà certains flottements. Le centre, en particulier, bien qu'il ait marqué l'intention de ne pas se séparer des populaires, semble bien près de céder. Et M. Stresemann, le futur chancelier et le nouvel inspirateur de la politique nationale, a tout l'air de se préparer à la capitulation.

Au point d'ailleurs où en sont les choses, une autre solution n'est guère concevable. Comme l'écrit un journal de Berlin, « le terrain de la résistance est actuellement trop miné » pour que l'Allemagne puisse espérer échapper à la main qui, selon l'expression de M. Briand, s'est abattue sur son collet. Elle se retrouve donc aujourd'hui dans la situation qu'elle a connue déjà au cours des journées de Weimar, en juin 1919. Ce fut, on s'en souvient, une période de vive effervescence. Tous les partis, isolément, se prononcèrent contre l'acceptation des conditions de paix. Mais, tout comme aujourd'hui le cabinet Fehrenbach, le gouvernement responsable s'était dérobé. Et les partisans de ce qu'ils appelaient eux-mêmes la « politique du désespoir » refusèrent d'assumer le pouvoir. De ce chaos sortit le cabinet Bauer, qui ne représentait qu'une combinaison bâtarde et passagère. Le bouc émissaire, cependant, était ainsi trouvé. Ayant mis de la sorte ses susceptibilités à couvert, le Reichstag fit entendre encore quelques protestations de principe, mais finit par accepter, par 238 voix contre 137, le traité qui consacrait l'entière déchéance du pays.

P. D. B.

La lutte anti-socialiste à Neuchâtel

Neuchâtel, 6 mai.

Depuis ma dernière lettre, qui vous entretenait des prochaines élections communales, la situation s'est quelque peu modifiée.

Ainsi, à Neuchâtel, une scission s'est produite dans les rangs socialistes ; en dehors de la liste officielle du parti, de nouveaux candidats sont proposés ; à leur tête figure M. Victor Tripet, conseiller communal, élu il y a trois ans comme socialiste, mais expulsé dès lors du groupe pour avoir vigoureusement blâmé la grève générale de 1918 ; à côté de lui se trouvent sept autres citoyens qui répudient les doctrines antipatriotiques ; l'antipatriotisme, c'est bien là la note sur laquelle appuie le programme socialiste et qui se traduit dans les actes de ses promoteurs.

A cet égard, un fait bien caractéristique mérite d'être signalé ; un citoyen de la ville, M. Gauthier, qui a fait partie du Conseil sortant de charge, socialiste bon teint, a néanmoins conservé une mentalité de patriote. Il a voté pour l'entrée de la Suisse dans la Société des nations, il a accepté la médaille du soldat ; il est membre de la Société des sous-officiers et, tambour de la musique du landsturm. C'est beaucoup plus que n'en peuvent supporter nos internationalistes ; aussi M. Gauthier est-il invité à retirer sa candidature ; il s'y refuse ; alors on lui enjoint de démissionner des sociétés dont il est membre ; nouveau refus ; sur quoi, à l'assemblée préparatoire, M. Gauthier est éliminé de la liste socialiste. Cependant il obtient un grand nombre de voix qui le placent immédiatement à la suite des élus ; un vide se produit dans la liste et voilà M. Gauthier candidat socialiste ! Grand émoi ! démarches instantes auprès du tambour landsturmien, qui résiste opiniâtrement. « J'y suis, j'y reste », et l'incident se termine à la confusion des meneurs socialistes, obligés d'admettre le réproché avec toutes ses qualités, grades, titres et médailles ! La crainte de l'électeur n'est-il pas le commencement de la sagesse ? C'est égal ; nos purs ne doivent pas être bien fiers de cette piteuse capitulation. Décidément, l'humeur indépendante du Neuchâtelois ne s'accorde pas de la discipline de fer que voudraient faire régner chez nous nos tyranniques socialistes.

Au Locle et à la Chaux-de-Fonds, pas de fait nouveau à signaler ; dans cette dernière ville, comme on le sait, les partis nationaux font bloc, y compris les éléments radicaux qui n'ont, d'ailleurs, plus d'organisation spéciale et se rattachent au groupe progressiste national. En revanche, la scission subsiste entre socialistes officiels et communistes ; il est peu probable que ceux-ci atteignent le quorum non plus que les démocrates chrétiens, qui, sans adopter l'étiquette socialiste, n'ont que des tendresses pour la doctrine.

Dans leur programme, les socialistes de Neuchâtel proclament farouchement leur collectivisme, leur antimilitarisme, leur internationalisme, leur volonté de pousser à la lutte de classes. Mais ils ont soin de déclarer que

« le domaine communal pris isolément ne se prête que dans une faible mesure à la mise en pratique du socialisme ». Cela, c'est pour tranquilliser le bon public ; c'est le petit cliquement d'œil qui signifie : Vous savez, nous n'y tenons pas tant que ça, à la vieille défroque de Marx et aux relents de Moscou. Il faut bien effrayer un peu le bourgeois pour lui arracher quelques nouvelles concessions plus immédiatement profitables.

Les électeurs diront dimanche s'ils entendent que nos administrations communales doivent mettre le socialisme en pratique même dans une faible mesure.

Notre Grand Conseil a siégé mercredi pour s'occuper des recours contre l'annulation, prononcée par le Conseil d'Etat, de 403 signatures que portait la demande de referendum concernant la loi des traitements. Suivant l'avis émis par la majorité de la commission des pétitions, il a rejeté les recours par 72 voix contre 4. Dans la discussion, plusieurs orateurs ont critiqué la rigueur dont le Conseil d'Etat a fait preuve dans l'application du texte de la loi. Il a été entendu que ce texte serait revu, et l'on peut croire que cette révision aura pour effet de faciliter l'expression de la volonté populaire.

Dans la même séance, le Grand Conseil a entendu développer une motion des socialistes tendant à l'élection du Conseil d'Etat par le système proportionnel. Ces bons apôtres ont protesté de leur bonne volonté et de leur désir de collaborer à l'administration du pays. Mais ils ont trouvé à qui parler ; l'un de nos conseillers d'Etat leur a malicieusement servi quelques opinions exprimées naguère par certains de leurs grands chefs, et d'où il résulte nettement qu'il serait fort imprudent de compter sur cette collaboration. La motion a été enterrée par 53 voix contre 30.

R.

La situation financière
des Chemins de fer fédérauxOn mande de Berne au *Journal de Genève* :

Le Département des chemins de fer vient dans un rapport adressé au Conseil fédéral pour être transmis aux Chambres, d'établir le budget approximatif des C. F. F. jusqu'en 1924. Une telle estimation est souvent sujette à erreur, surtout dans la période présente, mais comme les calculs des C. F. F. tiennent compte le plus rigoureusement possible de tous les facteurs, il est permis de croire que l'exposé du Département ne sera pas trop brutalement démenti par les circonstances.

Tandis que les recettes d'exploitation se sont élevées en 1920 à 394 millions de francs, le rapport compte sur 418, 1 million pour 1921, 418, 4 millions pour 1922, 427, 9 millions pour 1923 et 441,4 millions pour 1924. Dans le résultat de l'année 1921 ne sont comprises que les recettes supplémentaires provenant de la dernière élévation des tarifs qui l'année précédente n'avait influencé que les résultats des cinq derniers mois de l'année. Pour les années suivantes il est porté, en outre, en ligne de compte une légère augmentation de trafic de 2,3 et 4 % dans le trafic des voyageurs et de 1,2 et 3 % dans le trafic des marchandises.

Les dépenses d'exploitation ont atteint, en 1920, la somme de 346 millions. En tenant compte des augmentations et des diminutions de dépenses, provenant notamment des économies réalisées sur le prix des combustibles, les dépenses d'exploitation sont évaluées pour 1921 à 341,7 millions, pour 1922 à 329,3 millions, pour 1923 à 323 millions et pour 1924 à 321,2 millions. Il en résulte donc un excédent probable des recettes d'exploitation de 71,4 millions pour 1921, 89 millions pour 1922, 104,9 millions pour 1923 et 120,8 millions pour 1924.

Bien que les excédents des recettes d'exploitation ne suffisent pas encore à couvrir dans les années 1921 à 1923 les dépenses portées dans le compte de profits et pertes pour le service des emprunts, les versements à fonds de renouvellement et les amortissements, il y a lieu cependant d'attendre chaque année une diminution des déficits. Tandis que le compte de profits et pertes accusait encore, en 1921, un excédent de dépenses de 31,7 millions, on peut déjà compter pour 1924 sur un modeste excédent de recettes.

En tenant compte de la loi qui modifie celle sur le rachat en prolongeant de 60 à 100 années le délai fixé pour l'amortissement de la dette, les déficits non couverts des comptes de profits et pertes du temps de guerre et d'après-guerre peuvent être évalués à la fin de 1924 à une somme totale de 122,8 millions. Dans cette somme sont comprises les pertes évaluées à 35 millions environ, occasionnées aux chemins de fer par les transports de mobilisation. Le solde passif qui restera à la fin 1924 pourra être couvert par les excédents de recettes d'exploitation que l'on attend à partir de ladite année.

La visite de Tagore

Genève a eu la visite de Rabindranath Tagore et il a fait à l'Institut J. J. Rousseau le grand honneur de parler sous ses auspices. Nous avons tâté de ne pas le garder pour nous seuls. Des centaines de personnes, plus d'un millier même à la grande conférence publique de vendredi, ont été sous le charme de sa voix et de son sourire, ont subi l'ascendant de sa haute personnalité. Mais d'autres encore eussent aimé être là, qui le méritaient mieux que nous. « Des yeux de l'âme, nous écrivait une amie, je vais suivre tous ses pas dans notre pays, vibrer de joie avec ceux qui l'entendront, le verront ». Pour ceux-là, et pour nous-même, ce nous est un besoin de dire non pas qui il est — il ne saurait en être question ici — mais ce qu'il a été pour nous pendant cinq journées inoubliables.

Nous connaissons déjà ses traits : nous avons admiré dans la belle sanguine du *Gitanjali* anglais sa figure douloureuse et recueillie. A le voir devant nous, malgré la dignité sacerdotale de sa grande robe grise, il nous est apparu plus humain. La douceur de ses yeux baissés quand il s'absorbe en parlant dans la contemplation des grandes vérités spirituelles, la flamme de son regard illuminé par ce qu'il chante, le sourire plein de bonté de ses lèvres fines quand il parle aux enfants, la complète simplicité de toute sa personne bannissent la gêne sans ôter rien au respect qu'il impose. Nous avons tâté de ne pas abuser de ses forces, mais il a rassuré nos scrupules : il était là pour faire l'œuvre qui lui a été donnée.

Il nous a dit lui-même quelque chose de sa vie. Sa libre enfance sur les bords et dans les îles sablonneuses du Gange, ses années d'école où l'éducation lui est apparue séparée de la vie, quand chaque matin la leçon s'ouvrait par une ritournelle bien pensante mais sans rythme comme sans beauté, mal faite pour épanouir les âmes d'enfants à la joie. Son amour de la nature maternelle, à laquelle l'arrachaient la porte béante de sa classe, ses murs nus, ses bancs de bois et le maître qui donnait son enseignement comme un phonographe animé.

Puis à quarante ans, quand il se sent appelé à quitter sa retraite, son désir d'élever des enfants, non qu'il se croie habile à donner des leçons mais parce qu'il se sent capable de les rendre heureux. « Je n'avais point de grade universitaire, ni aucune espèce de distinction, nous dit-il, et passais pour un homme bien peu pratique, bon seulement à faire des vers. » Il groupe cependant pour commencer cinq garçons — dont son fils, que nous avons eu le plaisir de voir à ses côtés — et ce fut là le noyau de son école d'aujourd'hui avec ses deux cents élèves garçons et filles, qui vivent dans la simplicité, prennent leurs leçons sous les arbres, font eux-mêmes leurs lois et, le mercredi, s'assemblent autour du maître pour recueillir ses enseignements sur la vie et sur la mort. Sans doute, même dans cette école idéale, il a fallu faire la part du feu, concéder quelque chose à l'orthodoxie des programmes, au souci que les parents gardent des examens. « C'est un crime, j'espère qu'il me sera pardonné... »

Comme par hasard Tagore a appris l'anglais et par cette langue il est entré en contact avec l'Occident. A cinquante-quatre ans seulement (1) il se décide à traduire quelques-uns de ses poèmes, et son âme d'artiste est si amoureuse des mots, si sensible à leur chatouillement, à leur mystère de vie, que sa prose anglaise se trouve être encore de très grande poésie. Le prix Nobel — à lui qui n'avait jamais décroché le moindre prix d'école ! — le révèle à l'Occident, et il s'aperçoit que « l'Occident l'a accepté ».

Alors une tâche nouvelle s'impose à lui. Dans l'inquiétude et le désarroi moral de cette heure, il lui apparaît que les rapports entre l'Orient et l'Occident ne sont pas ce qu'ils devraient être. L'Europe et l'Amérique ont été attirées par les richesses matérielles de l'Asie, elles ignorent presque tout de ses richesses spirituelles. Pis que cela, elles la calomnient : l'Occident va proclamant que l'Orient n'aspire pas à la liberté, qu'il aime à être mené brutalement, qu'il a la religion de la force. Tout au contraire l'Inde est le pays où vit le culte de la grandeur spirituelle, où des foules s'amassent pour toucher les vêtements d'un saint. Méfiez-vous des gens qui vous disent que les bêtes qu'ils chassent ou les hommes qu'ils oppriment ont une sensibilité différente de la leur.

L'Occident, où au lendemain du grand massacre on s'arrête encore pour s'entretenir, menace de sombrer. Il n'est allé jusqu'ici vers

(1) Voir André Gide, préface à sa traduction française du *Gitanjali*.

L'Orient que dans un but de lucre. Mais l'Orient a autre chose à lui donner. La violence, mère des rancunes, est aussi fatale à l'oppressé qu'à la victime. Que d'autres mettent leurs espoirs dans une organisation internationale, le poète voit sa tâche dans une œuvre de l'esprit. Il projette d'ouvrir à Santiniketan dans le Bengale, à côté de l'école qu'il dirige depuis vingt ans, une université internationale, où des professeurs et des étudiants de tous les pays d'Occident s'initieront à la pensée et à l'art hindous, tout en faisant connaître aux Orientaux ce qu'il y a de meilleur dans la culture européenne. Il voit déjà cette action s'étendant à toute l'Asie, au Japon, à la Chine, à la Perse.

Aux Indes son projet a trouvé de précieux appuis. Alors, pour être fidèle à la vision entrevue, foulant aux pieds son amour-propre, imposant silence à sa sensibilité d'artiste, il est parti. De l'Amérique, où il a séjourné d'abord pendant sept mois, il a passé en Angleterre, où les amis ne lui font pas défaut. Mais il lui importe surtout de se faire entendre dans les pays dont les relations avec les Indes ne sont pas faussées par la politique. En Hollande, en France, à Strasbourg notamment d'où il nous arrive, l'accueil a été très chaud; l'illustre indianiste Silvain Lévi lui a promis son concours; il participera, le 15 janvier 1922, à l'inauguration de l'Université nouvelle. Le poète compte sur les sympathies de la Suisse, où la pensée internationale est si vivante. Il doit voir encore l'Italie, l'Allemagne, les pays scandinaves, avant de rentrer aux Indes en septembre.

Tagore croit que l'Orient et l'Occident peuvent se comprendre. Il nous est sévère, mais il reste aimant, et soucieux d'être juste. Quels que puissent être ses griefs de patriote, il sait distinguer les collectivités anonymes et les individus humains. Ses amis les plus chers sont Anglais. Maintes fois il a pu constater qu'aux Indes des enfants même comprennent la poésie occidentale: celle d'un Shelley, voire d'un Browning. Le gouffre n'est pas infranchissable. Il ne s'agit que de découvrir cette grande vérité, que partout l'être humain est un être humain, et de l'aimer.

Si les élèves de Tagore comprennent la poésie de l'Occident, ses auditeurs de Genève, grâce à lui, ont compris au moins quelque chose de celle de l'Orient. Certes nous sentons qu'une longue initiation nous serait nécessaire pour trouver par nous-mêmes dans la littérature de l'Inde ce message de la forêt qu'il a si amplement, si magnifiquement, fait retentir vendredi soir aux oreilles de tout un peuple — ce grand appel à aimer les fleurs, les oiseaux, et les arbres, que ni Shakespeare, ni Milton même, n'ont su faire entendre à leurs contemporains. Mais en revanche nous avons pu communiquer pleinement avec Tagore, et sans préparation aucune, quand mercredi à l'Athénée, en une heure inoubliable, il nous a lu ses propres poèmes: ceux, sublimes, de *l'Offrande lyrique*, ceux, gracieux et touchants, de *la Lune croissante*, où une si souriante connaissance de l'âme enfantine s'unit à tant d'émotion profonde, et cette merveilleuse prière patriotique en bengali, où Tagore a donné une forme et un rythme si expressifs à ce qui résume pour lui l'histoire séculaire de la pensée hindoue, l'aspiration religieuse à une unité que tous, hindouistes et musulmans, sikhs et parsis, bouddhistes et chrétiens, puissent adorer.

Comme Tolstoï — mais comme un Tolstoï qui aurait trouvé la paix intérieure — Tagore incarne, en le dépassant de toute la majesté de son génie, un peuple souffrant dont il veut porter l'opprobre et la douleur.

Par l'élévation de sa pensée, par le rayonnement de sa présence, il nous a transportés sur les hauteurs sublimes de l'amour et du sacrifice. « De l'amour naissent toutes les créations. Par l'amour elles sont toutes maintenues. Toutes elles sont en marche pour trouver un abri dans l'amour. »

Le lendemain du centenaire de la mort de Napoléon, Genève a offert des roses à Tagore pour son soixantième anniversaire. Puisse

l'idéal de fraternité qu'il représente fleurir désormais sur le tombeau de tous les impérialismes destructeurs.

Pierre Bovet.

La politique anglaise dans le Levant

* On mande de Londres au Temps:

Selon le *Daily Telegraph*, la politique de la Grande-Bretagne dans le Levant, telle qu'elle va être définie à la suite du voyage que M. Winston Churchill vient de faire en Egypte et en Palestine, sera fondée sur deux principes: 1. Etablissement d'une grande route aérienne d'Europe en Australie par la Mésopotamie et l'Inde; 2. Organisation d'une série d'Etats autonomes indigènes rattachés à l'Angleterre par un lien fédéral.

L'aviation doit jouer un rôle prépondérant pour le maintien de l'ordre et des communications à travers ces régions. La Mésopotamie constituera la station centrale de trafic aérien qui permettra d'aller d'Angleterre en Australie en huit jours environ.

Le régime de la Mésopotamie serait celui d'un royaume arabe ayant à sa tête un prince indigène. La candidature de l'émir Faïçal est, pour bien des raisons, envisagée favorablement, et il serait recommandé aux Arabes comme le souverain qui leur convient le mieux. Le Kurdistan serait constitué en province autonome distincte; la Transjordanie deviendrait un Etat arabe indépendant gouverné provisoirement par l'émir Abdullah, frère de l'émir Faïçal, avec le concours de conseillers britanniques. Son *modus vivendi* serait défini entre lui d'une part, la Palestine et la Syrie d'autre part. La Palestine resterait sous le régime que l'on connaît. Les Lieux Saints seraient confiés à une commission présidée par un Anglais éminent et comprenant deux musulmans et deux représentants israélites. Le port de Caïffa serait développé et devrait devenir la tête de ligne d'un important service automobile et de chemins de fer reliant la Mésopotamie à la Méditerranée par Amman et Rhamadi.

Le pipeline de la Mésopotamie amènerait le pétrole de ces régions à Caïffa. Quant aux Etats de l'Arabie, il serait question d'accorder aux deux principaux chefs indigènes, le roi du Hedjaz et le souverain du Yémen, un subside financier annuel en échange d'un certain contrôle financier sur la direction de leurs affaires étrangères.

Les nouvelles constructions scolaires en Suisse

Toute personne, étrangère ou indigène, qui voyage dans les différentes parties de notre pays, ne peut qu'être frappée de la richesse de celui-ci en bâtiments d'écoles, primaires, secondaires ou spéciales. Bien heureusement, chacun de nos vingt-deux Etats, de nos villes et de nos communes conserve sa liberté dans ce domaine. La centralisation bureaucratique — comme on dit — nous est épargnée. Dans un ouvrage relatif à l'éducation, Hunziker a écrit à ce propos: « Il n'existe pas en Europe un second pays où l'on trouve rassemblées sur un espace aussi limité un si grand nombre de constructions différentes. »

Dans un congrès de l'habitation à Genève, en 1906, M. Baudin, architecte, présenta une formule de vœu qui fut adoptée à l'unanimité. Elle était ainsi conçue: « Il est à désirer que les pouvoirs publics considèrent les édifices scolaires comme une manifestation significative de la société moderne, au même titre que les hôtels de ville, les théâtres, les bibliothèques, et qu'ils réservent pour la construction des bâtiments scolaires, tant dans les villes que dans la campagne, les emplacements les meilleurs, les plus beaux et les mieux situés, en profitant si possible des espaces libres (places publiques, promenades, squares). Nos cités, en effet, sont dans une situation privilégiée en ce qui concerne l'utilisation des espaces libres pour la construction des écoles. »

Ce souci de l'instruction du peuple tout entier est un honneur de la Suisse et sans doute lui sommes-nous redevables des qualités fondamentales de notre nation: le raisonnement sérieux, le goût d'étudier les questions qui peuvent se poser avant de

Les beaux yeux m'implorèrent et paraissent n'avoir plus d'espoir qu'en moi. Somerled a passé trop ouvertement à la jeune génération. — Comptez sur moi.

Je lui baise la main, me déclarant nettement son « homme lige », et je prends congé, outré du rôle que je viens de jouer, et charmé, en pensant aux conséquences heureuses pour moi qu'il peut amener...

J'ai toujours détesté les femmes égoïstes et mépris les vaniteuses, mais quelque chose en mon être moral est momentanément détraqué, et je n'éprouve rien d'autre que la satisfaction d'avoir été choisi par Barbara pour défendre son égoïsme contre l'assaut que lui livre Somerled.

Certes, ma conscience n'est pas tout à fait à l'aise, mais elle parle assez bas pour n'être pas trop gênante. Le plus dur est d'échapper à l'obsession du visage pâle de Barrie et de ses yeux brillants d'angoisse. Mais je la ferai si heureuse si elle devient mienne!

Une pénible surprise m'attend au sortir de l'appartement de l'artiste. Aline a été victime d'un accident. Une pierre, lancée sur l'auto par un enfant, a brisé la petite fenêtre de tôle de son voile, et ses yeux ont été endommagés par la poussière.

Pendant que je faisais ma cour au premier étage, l'Ours Brun était arrivé, et Georges Van Eyken avait couru chez un oculiste, le ramenant d'urgence. Aline, heureusement, ne perdra pas la vue. Elle ne sera pas même défigurée, mais elle a dû se prêter à un curetage douloureux des deux yeux, et elle doit rester pendant quelques jours dans une demi-obscurité.

« La vraie dire, elle souffre moins de sa blessure que du dépit d'être immobilisée et enfermée en un tel moment!

L'histoire de Barrie, en ce qui concerne ses

les résoudre. On ne vise point du tout à diriger la jeunesse vers les carrières libérales, déjà trop encombrées, mais on veut qu'elle possède sur la nature, sur l'histoire, sur la littérature, les notions indispensables. Quelques-uns ont trouvé que l'on poussait le luxe trop loin dans la construction même des bâtiments d'écoles et qu'on y dépensait trop d'argent. M. Baudin répond victorieusement à ces objections dans le beau livre qu'il vient de faire paraître, accompagné d'une abondante documentation technique et photographique et dans lequel il fait passer sous nos yeux les plans, les façades, les vues d'ensemble de plus de 80 bâtiments scolaires choisis dans la Suisse entière, sans idée préconçue, sinon celle de montrer l'heureuse variété architecturale en même temps que la bonne distribution pratique des locaux. (souvent considérables dans les villes) affectés à l'instruction (1).

On y remarquera combien, dans toutes les régions, le soin du constructeur est de rester le plus possible dans la note locale, d'employer les matériaux dont sont bâtis la ville ou le village mêmes, qui avoisinent la maison d'école. On verra, en particulier, en examinant les nombreuses gravures, combien les toitures suisses sont belles et dans quelle grande mesure, bien assujetties au climat, elles contribuent à l'effet des ensembles architecturaux. Il est d'usage, maintenant, de faire toutes les parties métalliques des toitures, chéneaux, conitoirs, arêtières, non en fer-blanc mais en cuivre. Dans les détails s'affirme le goût de la belle matière honnête: proscription des faux-bois, faux-marbre, faux-vitraux; remise en honneur du travail manuel de la pierre, du bois, du fer, du cuivre, de la céramique.

Mais n'allons pas croire que l'auteur ne considère que le côté esthétique de son sujet. Il fournit les renseignements les plus détaillés, et en plusieurs chapitres, sur le chauffage central, la ventilation naturelle et mécanique, le nettoyage, l'entretien. Il suggère divers perfectionnements. En voici un qui serait d'application facile au point de vue de la propreté et de la poussière. Ce serait d'imiter, au moins à la campagne, certaines écoles, celle du Loelo par exemple, où les élèves doivent en entrant déposer leurs chaussures et mettre des pantoufles.

Il veut que la leçon soit gaie, dans une salle très claire, où des images bien choisies orneront les murs, où, sur le pupitre du maître ou de la surveillante, un pot de fleurs, une plante verte apporteront une jolie note domestique. Il y a en Suède une société qui a pour but de fournir aux salles d'école des œuvres d'art, fresques, peintures murales des meilleurs artistes. Ainsi l'enfant devient plus sensible à la beauté. Les petites et les jeunes filles pourraient beaucoup si on les chargeait de rendre les classes attrayantes. Et le principe de la coéducation des sexes est admis chez nous, comme il est en usage en Allemagne, Angleterre, Suède, Norvège, Ecosse, Etats-Unis et Brésil. Il n'a pas encore été admis en France.

Tout cela, soustrait à toute ingérence de l'Etat, qui uniformise ce qu'il touche. « On sent dans la pauvreté et la tristesse désole des conceptions éducatives de maints édifices publics modernes de la Confédération suisse le travail laborieux, mécanique et conventionnel des bureaux officiels, leur esprit routinier et incompetent. »

Dans la partie la plus importante et la plus fournie de son beau livre, M. Baudin étudie l'une après l'autre les quelque 80 maisons d'école que nous avons mentionnées. Cela représente un travail d'information considérable. On peut se livrer à de nombreuses comparaisons et à des réflexions utiles. Mais le programme est trop vaste pour s'analyser en quelques lignes. Nous terminerons donc simplement en félicitant l'auteur d'avoir pleinement atteint son but, qui était de mettre entre les mains de tous ceux qui ont à s'occuper de questions scolaires un ouvrage consultatif où se trouvent exposés les progrès acquis jusqu'à ce jour, ainsi que les moyens de les réaliser, techniques, financiers et autres.

L'orgueil que nous pouvons avoir de nos écoles est le plus excusable de tous les orgueils.

J. Cd.

(1) *Les Nouvelles Constructions scolaires en Suisse*, par Henri Baudin, architecte. — Genève, édition d'art et d'architecture, librairie Kündig; Paris, H. Gaulon et Cie.

relations avec sa mère, n'arrive pas à l'intéresser; la jeune fille n'existe pour elle que par rapport à Somerled.

En conséquence, c'est plutôt à Maud Van Eyken que je dis les aventures de l'après-midi. La naïve Maud est presque aussi scandalisée que James, mais elle me promet pourtant de garder le secret demandé. Son mari et son frère me font la même promesse.

J'ai bien mérité de Barbara Ballantrec! Dîner morne au restaurant de l'hôtel. Barrie et sa mère n'ont pas paru. Maud Van Eyken s'est crue obligée de dîner dans la chambre où Aline est condamnée à rester. Son mari la regrette. Georges Van Eyken regrette Aline et je me débats intérieurement entre mon honnêteté native et ma duplicité naissante. Seul Somerled a son air habituel de grand seigneur impénétrable et courtis.

Evidemment si je ne réussis pas à épouser Barrie tout de suite, pendant qu'elle est encore sous l'influence de sa mère, je ne réussirai jamais à l'enlever, par mes propres moyens, à un tel rival.

Serais-je indiscret en allant m'informer de la santé de Mme West, Norman? me demande celui-ci, comme nous passions au fumoir.

Il ne le sera pas et je sais qu'elle l'attend. Nous montons tous quatre.

Nous avons fait de notre mieux, les Van Eyken et moi, pour fleurir l'appartement d'Aline, mais au sortir de celui de Barbara, il paraît aussi austère qu'un parloir de trappistes.

Somerled a oublié, bien qu'il connaît l'accident, d'incarner sa sympathie par quelques fleurs. Il en a visiblement le regret, quand il aperçoit Aline languissante étendue et le front recouvert d'un bandeau.

La lumière, très voilée, d'une seule petite

LA SITUATION

La Chambre des communes a unanimement approuvé l'exposé de M. Lloyd George après d'intéressantes déclarations de M. Asquith, de lord Robert Cecil, de M. Clynes, au nom du Labour Party, entre autres orateurs. L'accord unanime n'avait été réalisé qu'à certains moments historiques depuis la fin de la guerre. A Bruxelles, en revanche, contrairement aux prévisions, le conseil général du parti socialiste s'est prononcé contre le principe de l'occupation de la Ruhr et contre les sanctions. La conclusion de ce vote sera probablement la démission des quatre ministres socialistes.

Actuellement, on n'a aucun indice important sur l'attitude que va prendre l'Allemagne en face de l'ultimatum. La presse exprime les opinions les plus variées.

En attendant, les états-majors alliés mettent la dernière main aux préparatifs qui leur incombent. Le gouvernement et l'armement anglais ont adopté un vaste plan de sanctions navales qui se déclancheront automatiquement, en même temps que l'occupation de la Ruhr. La marine de guerre française, en collaboration étroite avec les flottes britanniques, y assumera un rôle important. Il ne s'agit rien de moins que de l'occupation militaire des principaux ouvrages du front de mer allemand, de la saisie des douanes de Hambourg et de la perception par l'Entente des droits de douane à bord des bâtiments neutres.

Le département d'Etat de Washington accepte partiellement l'invitation des gouvernements alliés de se faire représenter au Conseil suprême, à la commission des réparations et à la conférence des ambassadeurs. Sa participation consistera dans l'envoi d'observateurs qui seraient autorisés à faire connaître le point de vue américain, sans engager la responsabilité de l'Union. On s'attend à des protestations de la part des « irréconciliables ».

La situation en Haute-Silésie demeure obscure. Il est impossible de se faire une opinion exacte, à la lecture des dépêches, sur la nature, l'étendue et la portée des troubles. Le gouvernement polonais a lancé un appel à la population, l'exhortant à attendre patiemment les décisions du Conseil suprême, et la commission interalliée aurait donné au gouvernement allemand l'assurance que le soulèvement serait en voie d'être réprimé.

On s'entretient beaucoup en Angleterre des conversations qui ont lieu entre sir James Craig, chef des unionistes de l'Ulster, et M. de Valera, « président de la République irlandaise », au sujet de l'avenir de leur pays. Il paraît douteux cependant que les deux chefs aient pu se mettre d'accord.

Plusieurs parlementaires s'occupent de mettre un terme à la grève des charbonnages par la création d'un tribunal dans lequel figureraient des représentants de l'opinion publique et qui ferait son rapport au premier ministre.

Autour de la paix

L'accord de Londres

Les ministres français se sont réunis samedi matin, sous la présidence de M. Millerand. Le président du conseil a mis ses collègues au courant des conditions dans lesquelles s'est effectué l'accord de Londres et les résultats obtenus.

M. Briand a fait ensuite un exposé de la situation politique extérieure.

M. Daniel Vincent, ministre du travail, a fait approuver un projet de loi qui sera déposé sur le bureau de la Chambre dès la rentrée ayant pour objet de garantir leur travail et leur emploi aux hommes rappelés sous les drapeaux.

Tous les journaux anglais commentent le nouveau protocole des réparations et l'exposé qu'en a fait M. Lloyd George à la Chambre des communes avec une grande satisfaction.

La justice, dit le *Times*, a été notre guide, mé-

lampe lui donne une pâleur intéressante. Au surplus, elle a soigné son décor. Sa pose est bonne, sa jolie robe d'intérieur, très floue et toute blanche, semble faite pour la circonstance, et ses cheveux, soigneusement lustrés, pendent en liberté autour d'elle, mis en relief par la blancheur d'un fichon joliment posé...

J'admire sans bien la comprendre la confiance que garde Aline en son succès final. Je la regarde manœuvrer avec intérêt.

Elle s'informe de sa jeune rivale avec une curiosité qui peut passer pour sympathique. Somerled lui répond avec un laconisme tout diplomatique, en évitant jusqu'au moindre blâme à l'adresse de la mère de Barrie.

Mme Ballantrec admire beaucoup sa fille, conclut-il, mais étant donné qu'elle ne paraît vraiment pas avoir plus de vingt-six ans, il lui est un peu dur d'avoir à avouer une fille de dix-huit ans. Elle compte la présenter comme sa sœur...

Mais, objecte la tendre Maud Van Eyken, qui a des principes austères, pouvons-nous nous prêter à cette fraude?

Pourquoi non? décrète Somerled. Au surplus nous ne nous engageons pas à dire que Barrie est la sœur de Mme Ballantrec, mais seulement à ne pas dire qu'elle est sa fille.

Mais... ce pauvre M. Bennett? objecte Maud.

Tant de candeur désarme la gravité de Somerled et nous nous associons à sa gaieté.

Si M. Bennett demande un jour à Mme Ballantrec d'être sa femme, dit-il, croyez bien qu'il ne s'attendra pas à épouser un miroir de vérité! Quand il découvrira qu'il a une grande fille, il lèvera les épaules et sourira... Peut-être même ne lui dira-t-il jamais qu'il a découvert la chose!

(A suivre.)

FEUILLETON DU JOURNAL DE GENEVE

La Lune de Bruyère

PAR

49

G. A. VILLAMSON

Adapté de l'anglais par Louis d'ARVERES

J'ai manqué de tact et, pis encore, de cœur. Je le regrette aussitôt, mais le mal est fait. J'ai signalé un nouveau danger à la mère de Barrie. Elle regarde plus attentivement sa fille et s'avise que cette belle enfant peut être dangereuse, même à titre de sœur.

— Avez-vous déjà tant d'amoureux, darling? demande-t-elle.

— Je n'ai pas d'amoureux, proteste doucement Barrie, sans daigner même me jeter un regard de reproche. Ces jeunes gens ont fait quelques excursions avec nous...

— Et M. Douglas? Est-il aussi une victime? Sans grande confiance en la perspicacité de sa fille, c'est à moi qu'elle s'adresse maintenant, et, cette fois encore, mon « moi rosse » fait taire mon moi honnête.

— Il paraît bien être quelque chose de cette sorte, dis-je; quant à son cousin...

— Comment, il y a encore un cousin! Mais c'est un vrai cataclysme! Je vous en prie, cher monsieur, arrangez les choses avec eux... et avec tous les autres!

(1) Reproduction interdite.